

Les subsides

M. le Président: A l'ordre. A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député de Cochrane-Supérieur (M. Penner), mais les 20 minutes à sa disposition sont maintenant écoulées.

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Questions et commentaires. L'honorable député de Laval (M. Ricard) a la parole.

M. Ricard: Monsieur le Président, ce matin, j'ai écouté avec beaucoup d'attention les propos de l'honorable député de Davenport (M. Caccia) sur la rencontre du premier ministre avec le Président Reagan au sujet des pluies acides.

Monsieur le Président, j'ai aussi écouté le député de Davenport dire qu'en 1980, sous M. Carter, il y avait eu une entente de signée et que, par la suite, il n'avait pas été possible de discuter d'aucune façon avec l'administration Reagan.

Je viens d'écouter mon honorable collègue qui vient de faire une déclaration en ce sens aussi.

Il est facile, monsieur le Président, de comprendre pourquoi il n'y a pas eu de négociations avec M. Reagan. C'est que M. Reagan et M. Trudeau ne s'entendaient pas du tout. Et même M. Reagan l'a dit dernièrement lorsque M. Mulroney est arrivé: «Enfin, finie l'ère Trudeau, nous allons pouvoir discuter avec les Canadiens.»

Je pense donc que nous n'avons pas de leçon à recevoir de l'opposition en matière de négociations sur les pluies acides, monsieur le Président. Je pense aussi qu'il faut faire très attention de ne pas accepter une telle motion de façon à se geler les pieds dans le ciment et n'avoir aucune manœuvre pour négocier avec les Américains.

[Traduction]

M. Caccia: Monsieur le Président, j'aimerais demander à mon collègue qui vient de terminer son intervention s'il voudrait bien s'attarder un instant sur la position adoptée par l'Association ontarienne de la chasse et de la pêche et les points de vue qu'elle a exprimés. Il serait peut-être très important que nous sachions ce qu'elle a à dire, et le député n'a pas eu le temps d'en parler dans son intervention.

M. Penner: Monsieur le Président, le jour où le premier ministre est rentré à Ottawa, je l'ai interrogé au sujet de l'entente et j'ai rappelé à la Chambre que la Fédération ontarienne de la chasse et de la pêche qui suit la situation de très près depuis longtemps avait conclu que l'entente ramenée de Washington se limitait à une bonne campagne de relations publiques. Elle l'a décrite comme une autre tactique dilatoire, en déclarant que nous n'étions pas plus avancés.

La chose que je déplore au sujet d'une bonne partie de nos délibérations aujourd'hui est que nous nous attardons aux événements des quatre ou cinq dernières années et disons que rien n'a alors été accompli. N'empêche que la motion présentée aujourd'hui révèle que le temps passe et que le problème s'aggrave. Nous avons eu l'occasion de plaider avec un certain succès notre cause à Washington, mais la Fédération des pêcheurs et des chasseurs de l'Ontario prétend qu'il ne s'agit que de la frime ou que d'une façade.

M. Fraser: Monsieur le Président, les propos du député de Cochrane-Supérieur (M. Penner) m'ont vivement intéressés, car je sais qu'il se préoccupe sincèrement de cette question comme certains autres députés de tous les partis depuis un certain nombre d'années. Il ne sera pas étonné, je le sais, si je

lui fais remarquer que je serais surpris qu'un seul député à la Chambre refuse de s'entendre avec les Américains pour éliminer les pluies acides ou réduire effectivement les dégâts que subissent nos cours d'eau et nos forêts.

Je suis enclin à convenir avec le député que nous devrions tous pouvoir formuler les mêmes objectifs. Je trouve étonnant, cependant, après avoir entendu non seulement le député de Davenport (M. Caccia) mais aussi celui de Cochrane-Supérieur, que le débat semble se dérouler aujourd'hui à la Chambre des représentants ou au Sénat des États-Unis. A mon avis, les députés feraient mieux de se rendre compte que ce que nous devons débattre aujourd'hui ce sont les mesures que nous pouvons prendre pour exercer une influence sur un gouvernement qui s'est montré jusqu'ici extrêmement intransigeant sur cette question. Je n'en dirai pas plus long à ce sujet pour le moment, car j'y reviendrai plus tard.

Je voudrais signaler au député et à son collègue de Davenport pour lesquels j'ai une grande estime que durant le reste du débat, j'espère que les députés tenteront d'insister sur ce que nous pouvons faire à la Chambre et ne pas trop se préoccuper de ce qui a été fait ou n'a pas été fait dans le passé.

M. Penner: Monsieur le Président, je voudrais dire à mon honorable ami que sa mise au point est pertinente. J'ai abordé la question au début de mon discours. Je voudrais que les députés se rallient pour faire parvenir un message collectif à la Chambre des représentants et au gouvernement des États-Unis et leur faire savoir que nous ressentons tous vivement la nécessité d'établir un calendrier des initiatives à prendre afin de réduire les pluies acides. Bien sûr nous ne pouvons pas nous substituer aux Américains dans la discussion d'un problème dont nous reconnaissons la gravité, mais nous pouvons leur envoyer un message.

Quand j'ai lu la motion du député de Davenport et décidé de participer au débat, j'ai trouvé que cette motion était relativement équilibrée. Elle ne condamne pas le gouvernement; par contre elle dit que telle est l'opinion que nous avons au Canada et que nous estimons nécessaire de prendre pareilles mesures. Je pense qu'il importe vraiment pour la Chambre des communes que nous adoptions une motion à l'unanimité, que ce soit celle-ci ou une autre du même genre, et que nos amis de Washington sachent qu'elle exprime l'avis de tous les députés. Voilà ce que nous avons fait quand nous avons rédigé le rapport pour les pluies acides, et mon honorable ami a été un membre très important et très valable de ce sous-comité.

● (1520)

M. Hovdebo: Monsieur le Président, le député a déclaré que les pêcheurs, les travailleurs forestiers, et d'autres, étaient grandement préoccupés à ce sujet. Quel est l'impact du facteur temps sur ces secteurs ou ces domaines? Est-ce qu'il y a une certaine entente sur l'effet maximum ou la mesure dans laquelle ces industries vont être touchées dans l'avenir? Est-ce qu'il y a un quelconque délai dont le député pourrait faire état?

M. Penner: Monsieur le Président, tout ce que j'ai sous la main c'est une analyse minutieuse qui a été effectuée pour le compte de l'industrie touristique. Il y est dit que dans le courant des 14 prochaines années, d'ici à la fin du siècle, on peut prévoir que quelque 600 établissements touristiques et camps de chasse et de pêche vont devoir fermer à cause des effets directs des pluies acides. Si nous nous guidons là-dessus, il me